



UN ETAT POUR LES PALESTINIENS, MAINTENANT !

La mort de Yasser Arafat, dirigeant historique du peuple palestinien, place les chefs d'Etat devant leurs responsabilités.

Jusqu'à maintenant, tous accusaient Arafat d'être complice du terrorisme. Ils l'ont maintenu enfermé dans un baraquement sans cesse bombardé, en refusant de négocier avec lui. Mais Arafat mort, ils n'ont plus de prétexte pour tergiverser.

Les États-Unis, Israël, l'Europe, la Russie vont-ils enfin soutenir réellement les droits démocratiques du peuple palestinien, notamment à un Etat indépendant, sans ingérence militaire permanente d'Israël, sans le blocus économique provoquant crise sociale et misère ? Vont-ils appliquer les nombreux accords internationaux, y compris les résolutions très anciennes de l'ONU, contre l'occupation des terres de Palestine par l'Etat d'Israël, contre l'implantation de nouvelles colonies ? Vont-ils exiger le démantèlement du « mur de la honte » qu'Israël construit contre une population méprisée, humiliée, mise en prison dans ses propres terres ?

Malheureusement, c'est le chemin contraire qui risque d'être pris, malgré des petites phrases diplomatiques.

BUSH NE VEUT PAS DE DEMOCRATIE EN PALESTINE

Bush et Sharon sont déjà en train de profiter de la mort d'Arafat pour imposer leurs diktats. Bush vient de dire : un Etat palestinien oui, mais d'ici 2009. Alors que la dernière « feuille de route », foulée aux pieds par Israël, l'envisageait pour 2005. Bush va demander à Israël de faciliter de nouvelles élections pour remplacer Arafat, sans que les électeurs soient pris sous le feu des canons et des chars. Mais il ne s'agirait que d'élire le nouveau chef de l'Autorité palestinienne, pas les députés à l'Assemblée législative.

En somme, ils ne veulent pas soutenir un vrai processus démocratique du peuple palestinien, processus qui pourrait lui redonner une force collective, et une autorité dans les négociations. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que le député palestinien Marwan Barghouti, secrétaire général du mouvement de libération palestinien (Fatah) pour la Cisjordanie, croupit dans une prison israélienne, condamné à perpétuité...

Ils veulent en réalité repousser sans arrêt les échéances. L'évacuation unilatérale de la bande de Gaza par Israël, décidée récemment, peut se révéler être un piège. Elle dissimule une offensive visant à rendre irréversible la colonisation de la Cisjordanie et l'appropriation d'une grande partie de ses terres arables ou de ses puits d'eau, mais aussi l'annexion de Jérusalem-Est.

Tout est fait pour enterrer l'idée d'un véritable Etat palestinien libre.

UN ETAT PALESTINIEN SERA UN FACTEUR DE PAIX

La construction d'un « mur » gigantesque entre le peuple palestinien et le peuple israélien consacre un nouvel apartheid. La Cour internationale de justice, la plus haute juridiction internationale liée à l'ONU, a déclaré illégale la construction du mur d'annexion, affirmant « l'illégalité des colonies » et que l'Etat d'Israël avait l'obligation de respecter « le droit à l'autodétermination du peuple palestinien ».

Aucun mur, aucune force militaire, aucune guerre à outrance comme celle que Sharon a criminellement relancée en 2002 contre la révolte de la jeunesse révoltée (Intifada), ne peuvent détruire la soif d'indépendance et de liberté d'un peuple. La guerre à outrance mène au désespoir, à l'enchaînement de violence, au terrorisme. La guerre ne peut nullement garantir la sécurité pour les Israéliens eux-mêmes.

Seule la coexistence démocratique de deux Etats, libres et indépendants, laïques, pourra déboucher sur la paix durable et avec un développement économique et social régional maîtrisé par les populations.

Le 15 novembre